

**RAPPORT D'ACTIVITÉ
PORTANT SUR L'ANNÉE 2019**

**RAPPORT D'ACTIVITÉ
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS
DE L'OISE**

Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation¹

Préambule, la commission de surendettement des particuliers de l'Oise est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 24 reprises au cours de l'année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts

Confirmant la tendance observée depuis 2015, les dépôts de dossiers s'inscrivent de nouveau en net repli avec 2141 dossiers déposés en 2019 (2401 en 2018) soit une diminution de 10,8 %. La baisse par rapport à 2018 est plus marquée qu'au niveau régional (-9,5 %) mais plus faible que le niveau national (-11,9 %).

La proportion de redépôt (44,68%) dans le département de l'Oise reste importante et représente près d'un dossier sur deux. La seule part de redépôt faisant suite à une suspension d'exigibilité des créances est en nette diminution à 7,64 % en 2019 (13,45% en 2018) proche du niveau national (8,48%).

Recevabilité et orientation

2048 dossiers ont été déclarés recevables en 2019, dont 15,23 % avec un bien immobilier constituant la résidence principale.

Le nombre de dossiers irrecevables est stable : 99 dossiers en 2019 (102 en 2018).

38,42 % des dossiers ont été orientés en procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire et 60,56 % dossiers en réaménagement de dettes. La proportion de dossiers orientés en procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire s'élève à 1,02 %.

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)

Depuis la mise en œuvre des dispositions législatives modifiant la durée des mesures, la part de solutions amiables dans les dossiers traités se stabilise pour s'établir à 8,89 %.

Les mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement représentent 42,51 % tandis que la part de mesures d'attente consistant à un réaménagement ou une suspension d'exigibilité s'établit à 7,88 % des dossiers traités, taux légèrement inférieur à celui de la région Hauts de France (8,51%) et au taux national (8,30%).

Les recommandations d'effacement de dettes restent prépondérantes avec 36,14 % des solutions apportées.

Mesures pérennes et mesures provisoires

Les mesures pérennes réglant la situation s'établissent à 76,73 % des dossiers traités, niveau légèrement inférieur aux données régionales (77,66%) mais équivalent au niveau national (76,25%). La proportion de plans conventionnels consistant à un aménagement ou un report des dettes ne représente que 3,76 % des solutions apportées

¹ « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES
ORGANISMES TIERS**

| Relations avec les parties prenantes de la procédure | Nombre de réunions² | Objectif / Thème de la réunion |
|---|---------------------------------------|---|
| Tribunal ou greffe du tribunal | | Il n'a pas été possible d'organiser de réunion avec les juges en 2019 |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) | <i>Nombre de réunions : 3</i> | Participation aux réunions de la CCAPEX lorsque les cas examinés sont concernés par un dossier de surendettement. |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL) | <i>Nombre de réunions : 5</i> | Diverses animations dans le cadre d'EDUCFI |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale | | |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | | |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs... | | |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...) | <i>Nombre de réunions : 10</i> | Diverses formations (Élèves, enseignants collège et lycées, jeunes en direct) pour un total de 156 participants dans le cadre de l'EDUCFI |

² (organisées ou participation)

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

- De nombreuses situations familiales et patrimoniales complexes : indivisions, communautés non liquidées nécessitant des délais
- Des divergences d'appréciation entre les magistrats et la commission qui peuvent créer des différences de traitement entre débiteurs, notamment en cas de recours ou de contestation

Préconisations :

*Les professionnels accompagnants doivent être formés sur les thématiques liées au patrimoine
Les échanges entre les Juges, Greffiers et le secrétariat de la Commission doivent être plus nombreux*

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

- Les débiteurs ont des difficultés de compréhension des termes juridiques repris dans les courriers qui leur sont adressés
- Il est souvent difficile d'obtenir des gérants de SCI une estimation de la valeur des parts. Souvent les dettes de la SCI et les biens immobiliers sont déclarés par le gérant comme personnels
- La mise en place des plans et plus globalement de la procédure apparaissent trop complexes aux débiteurs. De nombreux redépôts surviennent alors que les mesures n'ont pas été mises en œuvre et avec des dettes supplémentaires déclarées.
- Après le dépôt de leurs dossiers, ou même en cours d'instruction, les débiteurs effectuent des déclarations tardives et/ou complémentaires de dettes. Cela peut avoir pour conséquence une remise en cause du dossier dont la conclusion est ainsi retardée.

Préconisations :

*La communication et le suivi par l'ensemble des interlocuteurs doivent être structurés.
Une réflexion doit être menée pour simplifier les termes des courriers adressés aux débiteurs. L'accompagnement social doit être largement proposé au travers de ces courriers en incluant les coordonnées des points d'accueil.*

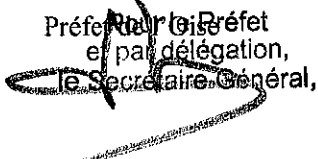
Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

- Contrairement aux dispositions légales, il arrive que certains créanciers modifient le montant de leur créance après l'arrêté du passif, en particulier lors de leur réponse au projet de plan voire à la mise en place des mesures. Les débiteurs sont démunis face à ces demandes et n'utilisent que très rarement les voies légales pour faire valoir leurs droits.
- Certains acteurs utilisent des moyens de communication (mail) incompatibles avec la législation ou les outils. Certains éléments ne sont donc pas pris en compte.
- Des délais de traitement des dossiers orientés en PRP avec LJ dans les tribunaux sont longs.

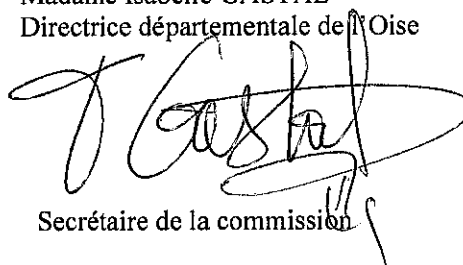
Préconisations :

Les créanciers doivent être régulièrement sensibilisés à l'esprit de la loi. La communication doit s'étendre aux créanciers moins représentatifs.

Beauvais, le 11 février 2020

Préfet de l'Oise
et par délégation,
le Secrétaire Général,

Dominique LEPIDI
Président de la commission

Madame Isabelle GASTAL
Directrice départementale de l'Oise


Secrétaire de la commission

ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
DONNÉES D'ACTIVITÉ

Rapport d'activité des commissions (Indicateurs)

Données d'activité

Oise

| Indicateurs | 2018 | 2019 | variation 2019/2018 en % |
|---|-------------|-------------|-----------------------------|
| Dossiers déposés | 2401 | 2141 | -10,8% |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre) | 50,04% | 44,68% | |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre) | 13,45% | 7,64% | |
| Dossiers décidés recevables par la commission | 2116 | 2048 | -3,2% |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale | 15,45% | 15,23% | |
| Dossiers décidés irrecevables par la commission | 102 | 99 | -2,9% |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier | 33,33% | 31,31% | |
| Dossiers orientés par la commission | 2131 | 2059 | -3,4% |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier | 44,67% | 43,37% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ) | 40,97% | 38,42% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ) | 0,94% | 1,02% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes | 58,09% | 60,56% | |
| Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G) | 2792 | 2183 | -21,8% |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A) | 7,41% | 7,10% | |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B) | 3,65% | 4,54% | |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C) | 38,47% | 36,14% | |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D) | 0,68% | 0,82% | |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E) | 9,31% | 8,89% | |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F) | 6,05% | 5,13% | |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes) | 3,26% | 3,76% | |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G) | 40,47% | 42,51% | |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H) | 30,91% | 34,63% | |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement | 17,08% | 17,91% | |
| Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances) | 9,56% | 7,88% | |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H) | 76,11% | 76,73% | |
| Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre) | 25 | 9 | |
| Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre) | 12 | 6 | |

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

Rapport d'activité des commissions (Indicateurs) Structure des décisions

| Indicateurs | Oise | HAUTS-DE-FRANCE | METROPOLE |
|--|------|-----------------|-----------|
| Proportion de dossiers décidés irrecevables* | 5% | 4% | 5% |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ* | 36% | 43% | 40% |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs* | 9% | 7% | 8% |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 43% | 39% | 40% |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement* | 77% | 78% | 76% |

*en % de dossiers traités

ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT

Rapport d'activité des commissions (Endettement)

Oise

| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 88 775 | 1 769 | 8 961 | 77,6% | 86,3% | 17 780 | 4,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | 47 635 | 372 | 643 | 41,7% | 18,1% | 116 780 | 1,0 |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | 39 274 | 1 634 | 7 254 | 34,3% | 79,7% | 14 187 | 3,0 |
| <i>dont autres dettes financières</i> | 1 866 | 853 | 1 064 | 1,6% | 41,6% | 800 | 1,0 |
| Dettes de charges courantes | 12 027 | 1 656 | 6 999 | 10,5% | 80,7% | 3 330 | 4,0 |
| Autres dettes | 13 548 | 1 118 | 2 665 | 11,8% | 54,5% | 1 950 | 2,0 |
| Endettement global | 114 350 | 2 051 | 18 625 | 100,0% | 100,0% | 21 383 | 8,0 |

Rapport d'activité des commissions (Endettement)

Hauts-de-France

| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 560 978 | 15 495 | 71 671 | 75,6% | 80,9% | 13 325 | 4,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | 251 878 | 2 373 | 3 829 | 33,9% | 12,4% | 92 999 | 1,0 |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | 297 030 | 13 931 | 58 217 | 40,0% | 72,8% | 12 211 | 3,0 |
| <i>dont autres dettes financières</i> | 12 070 | 7 902 | 9 625 | 1,6% | 41,3% | 700 | 1,0 |
| Dettes de charges courantes | 92 085 | 15 560 | 63 170 | 12,4% | 81,3% | 3 191 | 3,0 |
| Autres dettes | 89 339 | 10 365 | 23 973 | 12,0% | 54,1% | 1 413 | 2,0 |
| Endettement global | 742 401 | 19 149 | 158 814 | 100,0% | 100,0% | 15 670 | 7,0 |

Rapport d'activité des commissions (Endettement)

Métropole

| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 4 446 515 | 113 432 | 520 669 | 73,4% | 84,1% | 14 810 | 4,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | 2 118 403 | 19 343 | 33 139 | 34,9% | 14,3% | 93 930 | 1,0 |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | 2 228 869 | 101 509 | 411 606 | 36,8% | 75,3% | 12 684 | 3,0 |
| <i>dont autres dettes financières</i> | 99 243 | 60 577 | 75 924 | 1,6% | 44,9% | 800 | 1,0 |
| Dettes de charges courantes | 780 240 | 109 141 | 430 773 | 12,9% | 80,9% | 3 611 | 3,0 |
| Autres dettes | 835 061 | 74 814 | 166 686 | 13,8% | 55,5% | 1 791 | 2,0 |
| Endettement global | 6 061 816 | 134 865 | 1 118 128 | 100,0% | 100,0% | 18 952 | 7,0 |